



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-15 - Séance du 22/06/2020

ACTES

5. Institutions et vie politique

5.4 Délégation de fonctions

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	11	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 22 juin à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie postale et électronique aux membres du conseil d'administration le 18/06/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 18/06/2020.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, FABRITIUS Hubert, LEENHARDT Bertrand, SABASTIA Madeleine, DEMURTAS Brigitte, TURQUAY André, Bernard VIDAL

Absent excusé :

Alain SOULIER

Absent représenté par Christiane GAUBERT :

Marie-France TEXIER

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2020-15 – DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS AU PRÉSIDENT ET AU (A LA) VICE-PRÉSIDENT(E)

Monsieur le Président rappelle que le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) prévoit en son article R.123-20 que le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du CCAS. Toutefois, certains dossiers ou certaines modalités administratives quotidiennes nécessitent une réactivité de la part du CCAS, c'est pourquoi l'article R.123-21 prévoit que le conseil d'administration peut donner délégation de pouvoirs à son Président ou à son (sa) Vice-Président(e) dans des matières définies.

Afin de permettre au conseil d'administration de contrôler l'usage de la délégation délivrée, le Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit en son article R.123-22 que le Président ou le Vice-Président doit rendre compte, à chacune des réunions dudit conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation qu'il a reçue.

Considérant la nécessité de permettre la bonne administration du CCAS, il est proposé au conseil d'administration de donner délégation de pouvoirs à son Président et en son absence au Vice-président dans les matières suivantes :

- a. Attribution des prestations dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
- b. Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- c. Préparation, passation, exécution, et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être réglementairement passés selon la procédure adaptée prévue à l'article 26 du Code des Marchés Publics ;
- d. Conclusion des contrats d'assurance ;
- e. Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du CCAS et des services qu'il gère ;
- f. Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- g. Exercice au nom du CCAS, des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
 - les affaires pénales concernant les services du CCAS, son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc.) ;
 - les affaires relevant du Tribunal Administratif ;
 - les affaires relevant des Prud'hommes, de la première instance à la cassation.
- h. Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'article L.264-2.

En application des articles R.123-20 à R.123-22 du CASF, il est proposé aux membres du conseil d'administration d'approuver les délégations de pouvoir au Président et, en cas d'absence ou d'empêchement, au Vice-Président dans les conditions précédemment définies.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration,

- **DONNE**, en application des articles R.123-20 à R.123-22 du CASF, délégations de pouvoir au Président et, en cas d'absence ou d'empêchement, au (à la) Vice-Président(e) dans les conditions précédemment définies.

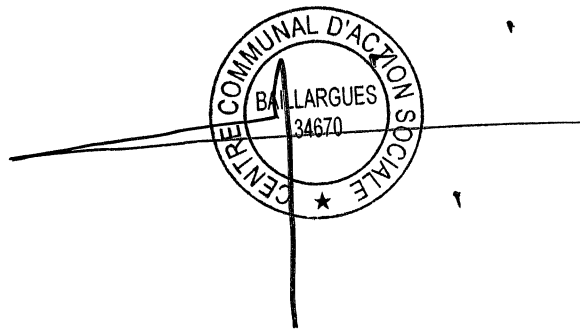
A chaque séance du conseil d'administration, le Président et le (la) Vice-Président(e) devront rendre compte des décisions prises sur le fondement de la présente délégation.

Pour extrait conforme,

Le 22/06/2020

Le Président,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 02/07/2020

Reçu en préfecture le 02/07/2020

Affiché le



ID : 034-213400229-20200622-DLP2020_15-DE